

bibliothèque
de la législature
du québec

bulletin

Vol. 6, no 1
Juin 1975

gouvernement du québec
assemblée nationale



Bulletin / Bibliothèque de la Législature, Assemblée nationale,
Gouvernement du Québec, 1970 (Vol. 1) - 28 cm.

Irrégulier

Numéros parus :

Vol. 1, no 1,	avril 1970
Vol. 1, no 2,	juillet 1970
Vol. 1, no 3,	octobre 1970
Vol. 2, no 1,	janvier 1971
Vol. 2, no 2,	avril 1971
Vol. 2, no 3,	[numéro spécial]
Vol. 2, no 4,	octobre 1971
Vol. 3, no 1,	janvier 1972
Vol. 3, no 2,	avril 1972
Vol. 3, no 3,	juillet 1972
Vol. 3, no 4,	octobre 1972
Vol. 4, nos 1-2,	janvier-avril 1973
Vol. 4, no 3,	juillet 1973
Vol. 5, nos 1-2,	janvier-avril 1974
Vol. 6, no 1,	juin 1975

Titre varie:

Vol. 1, 1970	Bulletin trimestriel des acquisitions
Vol. 2-4, 1971-1973	Bulletin trimestriel

BIBLIOTHEQUE DE LA LEGISLATURE

BULLETIN

vol. 6, no 1

(juin 1975)

Gouvernement du Québec

Assemblée nationale

328.714
'005
Q3
1975

QL

Dépôt légal
Bibliothèque Nationale du Québec
2e trimestre, juin 1975

AVANT-PROPOS

Après une brève interruption, nous reprenons la publication de notre Bulletin, tel que nous le présentions au tout début, en offrant des articles pouvant intéresser nos lecteurs et en donnant des listes sélectives de publications récemment acquises et d'ouvrages nouvellement catalogués.

Nous continuerons de consacrer ce bulletin à des sujets d'études concernant le milieu parlementaire. C'est ainsi que vous trouverez, dans ce numéro, des commentaires sur un symposium international tenu à Genève, au début de 1973, et qui traitait de l'information au niveau parlementaire, et également une liste sélective de publications parlementaires québécoises.

Je remercie tous ceux et celles qui ont collaboré à la présente publication.



Jacques Prémont, c.r.
Directeur de la Bibliothèque de la
Législature du Québec

TABLE DES MATIERES

	pages
Avant-propos	III
Table des matières	IV
Le parlementaire: les exigences de son information dans le monde moderne. Note bibliographique, par Russell Ducasse	1
Liste sélective de publications parle- mentaires québécoises, par Denis Kronström	22
Liste sélective de publications gouver- nementales reçues récemment à la Biblio- thèque	35
Liste sélective d'ouvrages récemment catalogués	67

LE PARLEMENTAIRE : LES EXIGENCES DE SON
INFORMATION DANS LE MONDE MODERNE

NOIE BIBLIOGRAPHIQUE

par

Russell Ducasse

LE Parlementaire: Les exigences de son information dans le monde moderne. Rapports et débats, IIIe Symposium international, Genève 18-20 janvier 1973. Genève: Centre international de documentation parlementaire, 1973. 2 vols.

Du 18 au 20 janvier 1973, l'Union interparlementaire tenait au Palais des Nations, à Genève, un Symposium sur "le parlementaire (et) les exigences de son information dans le monde moderne", Le but de ces assises était de rechercher par quels moyens le parlementaire devait et pouvait s'adapter aux nouvelles conditions engendrées par l'évolution technologique et la complexité des grands problèmes contemporains. A cette fin, trois sous-thèmes furent notamment l'objet de discussions. Le premier portait sur la question de savoir si le parlementaire est suffisamment informé pour exercer adéquatement son mandat; le deuxième s'interrogeait sur les moyens - services, experts, facilités diverses - mis à la disposition des assemblées dans l'exercice de leur fonction législative; le troisième enfin était consacré aux organes d'inspection dont disposent les Parlements pour contrôler les actes de l'Exécutif et de l'administration.

Dans les notes qui suivent, on trouvera un compte-rendu de chacune des questions examinées lors de ces discussions ainsi que des recommandations auxquelles elles ont donné lieu.

1- Le parlementaire est-il suffisamment informé?

Poser la question, c'est y répondre. On a été unanime à admettre que le parlementaire, déjà engagé dans la routine très lourde de son mandat, pouvait difficilement se tenir au courant des questions de plus en plus complexes et techniques que lui impose la "technostructure". Des nuances ont été cependant apportées à cette constatation. En effet, il est apparu que pour certaines matières appartenant au domaine classique et ancien de l'activité parlementaire, les assemblées législatives sont ordinairement bien armées. ~~Même~~, il peut arriver qu'un parlementaire chevronné soit à égalité sur ces sujets là avec les ministres.

C'est dans le domaine des sciences, de l'industrie, de l'économie ou de la planification économique et dans de nombreuses autres matières qui font appel à des variables statistiques et à des schémas conceptuels élaborés que le Parlement ne parvient pas à maîtriser les jeux. Ceux-ci semblent faits d'avance dans les bureaux des experts et restent presque inchangés après toutes les étapes du processus législatif. Un cas parmi tant d'autres a été souligné par un délégué de la France. Il y a quelques années, l'Assemblée nationale française voulait sa-

voir si la filière pour produire l'énergie atomique qui était utilisée à l'époque, soit celle par le graphite et le gaz, était bonne au point de vue technique, au point de vue économique, au point de vue du futur approvisionnement en énergie de la France, ou s'il ne fallait pas lui substituer une filière plus moderne, à eau légère, dont l'origine n'était pas française. Les parlementaires ont été incapables d'aborder convenablement ce sujet non seulement à cause de sa complexité mais aussi parce que sa technicité était à cette époque le monopole du gouvernement et des spécialistes de l'électricité.

Le problème se pose ainsi: à partir du moment où il y a débat - débats entre parlementaires, débats entre parlement et gouvernement - l'efficacité des travaux dépend étroitement du rapport de forces égal entre les partenaires. Or, dans la majorité des cas, on constate que ce débat est inégal entre le Gouvernement et le Parlement, Alors que le premier bénéficie des services de tous les experts de l'administration, le second se trouve dans une situation inférieure puisque les données qui lui permettent d'exercer son contrôle lui sont fournies par celui-là même qui doit être contrôlé. Bien plus, les informations de source gouvernementale, a-t-on fait

remarquer, ne sont pas toujours exhaustives. Les gouvernements, quand ils répondent à des questions parlementaires, ont tendance à ne pas tout dire et peuvent avoir à cet égard des raisons plus ou moins valables.

Malgré les membres de la majorité s'estiment quelques fois lésés dans leur droit à l'information et se voient obligés d'appuyer inconditionnellement des décisions toutes préparées en dehors du Parlement.

A la lumière de ces considérations on est venu aux conclusions suivantes:

- L'information destinée aux parlementaires doit être égale, complète et objective. Pour que ces conditions soient respectées, il ne faut pas que le Parlement soit condamné à la seule information venant du Gouvernement. Les sources doivent être aussi diverses que possible.

- D'autre part, il est nécessaire que le volume des documents ne soit pas trop exagéré. Ce qui importe, c'est le caractère sélectif des renseignements. Autrement dit, ceux-ci doivent être prédigérés car le parlementaire, absorbé dans son rôle traditionnel de représentant d'hommes

et de femmes aux prises avec toutes sortes de problèmes quotidiens, n'est pas en mesure de tout lire lui-même. Il lui faut non seulement un temps raisonnable pour prendre connaissance des données mises à sa disposition mais surtout celles-ci doivent permettre de poser les vraies questions, celles qui sont susceptibles d'orienter les politiques et les décisions.

- Enfin, il a été souligné avec force que le parlementaire doit être le principal agent de son information. Au lieu d'attendre les renseignements qu'on voudra bien lui livrer, il est essentiel qu'il parte à la recherche de ceux-ci et explore toutes les possibilités d'entretenir et d'enrichir ses connaissances. Pour ce faire, il doit savoir s'organiser. Force lui est de constituer chez lui une bibliothèque, d'assister à des conférences et de se recycler de façon régulière sur les matières relevant de sa compétence. L'information conditionne l'efficacité de tout homme d'action et par conséquent celle du parlementaire qui est à la fois le législateur, le contrôleur du Gouvernement, l'animateur et le conseiller de ses concitoyens.

II- Moyens d'information mis à la disposition du parlementaire

Plusieurs parlements modernes mettent à la disposition de leurs membres une variété de ressources techniques et humaines pour les aider à mieux s'acquitter de leur mandat. Ce sont soit une allocation spéciale accordée au parlementaire pour l'engagement d'un assistant qualifié, capable de l'aider dans sa tâche législative, soit des fonds accordés aux partis politiques pour la recherche, soit la constitution de services d'information et de documentation politique rattachés aux bibliothèques parlementaires. Le dernier procédé, appliqué depuis de nombreuses années dans plusieurs pays, a fait l'objet d'échanges fructueux lors du IIIe Symposium de l'Union interparlementaire. Nous en donnons ici un bref aperçu, nous limitant strictement aux communications présentées par les délégués des Etats-Unis, du Canada, de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Allemagne de l'Ouest.

ETATS-UNIS:

Le Congressional Research Service est l'une des divisions de la Library of Congress de Washington. Existant depuis 1914, ce service compte actuellement plus de 500

employés et fournit des informations soit aux parlementaires individuellement, soit aux commissions permanentes. C'est en 1970, après plusieurs années d'observation de sa structure interne et des besoins de sa clientèle, que le Congrès entreprit sa réorganisation. Le Legislative Reorganization Act change non seulement le nom de l'organisme autrefois appelé "Legislative Reference Service" mais élargit aussi son champ d'action de façon qu'il participe étroitement aux travaux des Commissions. En effet, en vertu de la nouvelle loi, le CRS est autorisé à accroître son personnel, à faire appel, s'il y a lieu, à des experts-consultants, à commander des études spéciales auprès d'instituts ou firmes de recherche et à demander aux services gouvernementaux toutes sortes de documents (rapports, correspondances, actes officiels...) dont il a besoin pour informer convenablement les parlementaires. A chaque renouvellement du Congrès, qui survient tous les deux ans, le CRS fournit aux commissions une liste de sujets à approfondir de même qu'une énumération des activités ou programmes fédéraux tombant sous la juridiction des commissions et devant être examinés au cours des sessions. Les spécialistes du service organisent aussi des briefings et des séminaires à l'intention des membres du Congrès et de leur secrétariat

sur des questions d'intérêt général.

Sur le plan de l'automatisation, le "Congressional Research Service itself makes considerable use of computers. Our digest of public bills, where we summarize every bill that is introduced in the Congress, is prepared with computers. Our selected dissemination of information, our current awareness programs is prepared with computers. The members, our staff originally, check off subjects of their interest out of a list of perhaps 200 subjects, meanwhile, other members of our staff are feeding into the machine items which they come across in magazines and periodicals and newspapers which may be of interest to our specialists. The machine automatically prints out the particular citations which may interest the particular researcher to Member of Congress. Each researcher gets his own print-out, once a week or each Member of Congress gets his own print-out once a week" (p. 182)

Enfin, toutes les études et tous les titres d'études du CRS, environ 15,000 par année, sont confinés dans la mémoire d'un ordinateur.

CANADA:

La Bibliothèque du Parlement d'Ottawa fournit deux catégories de services aux parlementaires:

- Le service de référence et de documentation comprend en particulier une section de coupures de presse et de livres de référence et une section de l'indexation. Celle-ci prépare ordinairement des index bilingues sur les réunions des commissions de la Chambre des Communes et du Sénat, sur leur législation et sur les discours des députés. L'état de la législation en cours est tenu de façon permanente. Des bibliographies annotées sont réalisées fréquemment sur des sujets d'intérêt général tels que la peine de mort, l'avortement, l'inflation, la crise énergétique, les dommages causés à l'environnement, etc .

- Le Département de la recherche, le plus récent, se distingue du précédent en ce qu'il présente aux députés, sénateurs individuellement et aux commissions et délégations parlementaires, des études de fonds sur des questions les plus diverses. Créé en 1965, ce service a presque quadruplé le nombre de ses chercheurs passé de

10 à 39 actuellement. Les principaux secteurs couverts par le département de la recherche sont, par ordre de priorité constatée dans les demandes: sciences sociales et politiques, économie, droit et procédure parlementaire, science et technologie, histoire, agriculture, administration publique, défense et affaires extérieures, transport.

Quant à l'automatisation, la Bibliothèque du Parlement d'Ottawa utilise le système QUICLAW de récupération de l'information. Le terminal-écran QUICLAW à rayons cathodiques installé depuis 1971 donne accès à quatre (4) banques de données. Tous les membres du corps professionnel reçoivent un entraînement qui leur permet de s'en servir au besoin.

GRANDE-BRETAGNE :

Depuis 1945, la Bibliothèque du Parlement de Westminster accorde une attention particulière à l'information des membres de la Chambre des Communes. Outre son service d'information courante et rapide, "Parliamentary Division", elle comprend également un Département de la recherche, "Research Branch", dont le personnel est

ainsi réparti 2 agents de bureaux, 4 secrétaires et 16 professionnels qui sont, tous universitaires de second cycle, recrutés selon leurs expériences dans la recherche ou l'administration publique.

La Research Branch est divisée en quatre sections: Affaires économiques (1) Statistiques (2) Affaires intérieures et parlementaires (3) Science et technologie (4).

Il existe aussi une section des affaires internationales qui est rattachés traditionnellement à la Parliamentary Division. Chacune de ses sections est dirigée par un "senior researcher". Environ 2,000 réponses écrites sont fournies par année aux demandes provenant des membres de la Chambre des Communes. À ceci, il faut ajouter un certain nombre d'informations que le département de la recherche fournit à tous les parlementaires d'une manière générale. Ceux-ci reçoivent régulièrement des Backgrounds papers, des References Sheets et un Science Digest sur des sujets d'actualité ou en cours d'études devant la Chambre ou en Commissions. .

Enfin, depuis 1968, l'automatisation de certaines tâches est réalisée. On entreprend même de connecter les terminaux de la Bibliothèque de la Chambre des Communes à ceux de l'Office central des statistiques pour leurs données économiques.

FRANCE:

A l'Assemblée nationale française, les deux mamelles de l'information furent au départ: - la bibliothèque d'une part et une section d'archives, c'est-à-dire un service qui stocke les documents parlementaires, les débats, et qui en fait l'analyse. Au sein de la bibliothèque, se sont peu à peu créés un secteur de documentation étrangère et un service des informations parlementaires chargé de suivre les affaires depuis le dépôt d'un projet de loi jusqu'à la dernière lecture et le vote final. Avec le développement du système des commissions, le besoin d'une documentation plus sélective et plus experte s'est fait sentir. Il fallait, en effet, fournir aux parlementaires, membres des commissions parlementaires, une assistance professionnelle adéquate pour la rédaction de leurs rapports ou pour l'approfondissement de certains dossiers, Pour cela, on a créé le "Service d'études et de la docu-

mentation" qui fonctionne avec une équipe d'une vingtaine de spécialistes et qui, avec les secrétariats de différentes commissions, constitue les principaux organes d'information des parlementaires.

ALLEMAGNE DE L'OUEST:

Le service de recherche rattaché à la Bibliothèque du Bundestag accorde une attention particulière à l'automatisation de ses diverses opérations. Il a mis sur pied récemment son propre groupe d'Electronic Data Processing (EDP). Il comprend deux sections: - l'une pour l'information et les installations, l'autre pour la banque de données et le programme de développement et plusieurs ensembles de projets. La sélection des projets se fait en fonction de l'impossibilité d'obtenir des informations par les moyens traditionnels et de l'urgence déclarée par les utilisateurs. L'implantation progressive des projets permet à l'utilisateur de se faire une idée précise de l'EDP et de ses limites et aux spécialistes de bien discerner les problèmes des usagers.

Il y a trois niveaux dans l'introduction des moyens informatiques au Parlement:

- La mise à jour des collections propres au Parlement, la mise en place des relations entre le Bundestag et d'autres sources d'information, la production d'aides nécessaires pour le processus décisionnel. En 1969, le Bundestag a passé des accords pour avoir accès aux données d'autres institutions.

Le groupe chargé de l'EDP travaille sur huit (8) programmes :

1- Le plus important est celui portant sur le matériel parlementaire qui permet de faire des analyses statistiques de temps et de contenu et de créer un index;

2- Le programme Thesaurus qui emmagasine une liste de mots-clés à partir des documents parlementaires;

3- Un programme donnant une vue générale de la législation et du processus décisionnel;

4- On projette de programmer sur ordinateur l'ensemble des documents parlementaires ;

5- L'analyse des notes du service de recherche;

6- La création d'une documentation rétrospective sur toute la législation incluant tous les travaux, préparations et les discussions;

7- Un programme d'analyse et de nomenclature de tout ce que possède la bibliothèque ;

8- Un programme de nomenclature de lois et de règlements avec un système de mots-clés.

En plus de cela, le groupe essaie d'établir des relations avec les autres banques de données et de créer une banque générale pour la République fédérale d'Allemagne. Le premier pas vers cet objectif a été la conclusion d'un accord de connexion du terminal du Service de recherche avec l'ordinateur de l'Office de presse et d'information.

Conclusions et recommandations :

Plusieurs questions ont été soulevées au sujet de la nature spécifique de l'information que souhaite le parlementaire et de l'orientation future des services de recherche attachés aux bibliothèques législatives. Ces services, qui tendent à se développer dans les pays industrialisés

comme dans le Tiers-Monde, doivent obéir à certaines contraintes et faire face à deux difficultés principales. Fournir avec le plus d'objectivité et d'exactitude possible tous les renseignements dont le parlementaire a besoin représente l'impératif majeur auquel doivent se soumettre ces organismes. Mais surtout, ils doivent résister à la tentation, d'une part, de devenir une bureaucratie législative comportant les mêmes risques d'omnipotence et d'imperméabilité que les services administratifs gouvernementaux, d'autre part, de dominer le parlementaire par les capacités d'expertise et de technicité dont ils peuvent disposer.

Il y a enfin l'ambiguïté fondamentale de ces organes d'information qui, tout en se voulant neutres, doivent pouvoir fournir aux parlementaires des services "personnalisés". Jusqu'où le spécialiste-chercheur peut-il aller pour satisfaire une "demande partisane" d'un député? C'est un problème délicat auquel on n'a pas trouvé encore de réponses satisfaisantes.

Quoi qu'il en soit, il ne fait pas de doute qu'il existe maintenant une nécessité absolue pour un Parlement, s'il veut être informé, d'avoir son service de recherche.

Il conviendrait même que se renforcent ou se créent des liaisons fonctionnelles entre ces organismes et les secrétariats des commissions parlementaires; d'autre part, ces services devraient chercher à ce que leurs facilités, soient mises au profit de la formation permanente du parlementaire.

III- Organes d'inspection et de contrôle dont les activités servent à l'information du Parlement.

Ces organes sont de deux types:

- Il peut s'agir soit d'une personnalité à laquelle le Parlement confie un certain nombre de tâches d'inspection et de contrôle (L'Ombudsman des pays Scandinaves, le Commissaire aux plaintes d'Israël, le Médiateur de la France, le Commissaire du Parlement pour l'administration de la Grande-Bretagne), soit d'un corps entier d'inspection (Cour des comptes, Chambre Suprême de contrôle...)

L'institution de l'ombudsman appliquée sous des variantes et des appellations différentes dans plusieurs pays, a fait notamment l'objet de dialogues intéressants.

On s'est surtout préoccupé de savoir si l'Ombudsman n'entraîne pas un affaiblissement du rôle du Parlement. Le problème réside dans les pouvoirs d'information et les moyens de contrôle et d'investigation qui lui sont accordés et que ne possède pas le représentant élu du peuple. On craint également que le travail de l'Ombudsman se réalise finalement au détriment d'une procédure importante et légitime qui est le contact humain entre le citoyen et le parlementaire. Celui-ci, en tout état de cause, doit demeurer le recours de droit commun du public désarmé devant la menue monnaie de l'arbitraire administratif. Les parlements anglais et français, imbus de ces considérations, ont établi que le particulier ne peut saisir directement l'Ombudsman, sa plainte doit être prise en charge par un parlementaire.

D'aucuns pensent au contraire que la véritable question n'est pas de savoir si l'Ombudsman affaiblit le Parlement mais plutôt quelle est la meilleure solution pour le citoyen. Si le médiateur ou le commissaire aux plaintes parvient à faire respecter les droits de l'individu, à in-

former ses représentants des erreurs, des faiblesses et des fautes commises par l'administration et à proposer des solutions susceptibles d'entraîner des lois nouvelles ou des amendements législatifs, il ne fait pas de doute qu'il renforce le mandat parlementaire.

De toute façon, il restera toujours une zone mal définie ou non prévue dans les textes pour lesquelles l'intervention de l'Ombudsman ne pourra pas s'appliquer et qui exigera l'intervention du parlementaire.

Conclusions générales

Les parlementaires ont la mission de faire les choix pour la société tout en protégeant les droits des citoyens. Pour remplir adéquatement cette tâche, ils doivent avoir la volonté d'utiliser les moyens classiques et modernes d'information et de contrôle mis à leur disposition. Des traditions qui sont parfois routine à l'intérieur des assemblées législatives, comme pour tant d'autres institutions, amènent souvent les parlementaires à adopter une attitude méfiante ou réservée vis-à-vis de certains types d'alliés pourtant très utiles. Au fond, il s'agit de l'adap-

tation nécessaire à tout changement imposé par l'évolution technologique et le développement du savoir humain. Il reste à développer une collaboration franche entre les membres du Parlement, bibliothécaires, chercheurs, universitaires, tant au niveau national qu'international.

LISTE SELECTIVE DE PUBLICATIONS PARLEMENTAIRES- QUEBECOISES

par

DENIS KRONSTROM

I- Le régime français: 1608-1760-

- Edits, ordonnances royaux, déclarations et arrêts du Conseil du Roi, concernant le Canada; mis par ordre chronologique et publiés par ordre de son Excellence Robert Shore Milnes, Baronet, Lieutenant Gouverneur de la province du Bas-Canada... Québec, imprimés par P.E. Desbarats, 1803-1806. 2 vol.
- Edits, ordonnances royaux, déclarations et arrêts du Conseil d'Etat du Roi concernant le Canada... Edition révisée. Québec, de la presse à vapeur de E.R. Fréchette, 1854-56. 3 vol.

Les titres des deuxième et troisième volumes sont différents; l'un s'intitule: Arrêts et règlements du Conseil supérieur de Québec, et ordonnances et jugement des intendants du Canada..., et l'autre: complément des ordonnances et jugements des gouverneurs et intendants du Canada, précédé des commissions desdits gouverneurs et intendants et des différents officiers civils et de justice, avec une table alphabétique de toutes les matières contenues dans ce volume ainsi que dans les deux volumes précédents.

- Jugements et délibérations du Conseil Souverain de la Nouvelle-France 1663-1716. Québec, 1885-1891. 6 vol.
- Roy, Pierre-Georges. Ordonnances, commissions, etc., etc., des gouverneurs et intendants de la Nouvelle-France. Beauceville, L'Eclairéur, 1924. 2 vol.

II- Le régime militaire: 1760-1763

- Ordonnances, proclamations, *etc.*, émises par les gouverneurs militaires de Québec, Montréal et Trois-Rivières, depuis la capitulation de Québec jusqu'à l'établissement du gouvernement civil, le 10 août 1764/Ordinances, proclamations, *etc.*, issued" by the military governors of Quebec, Montreal, and Trois -Rivières, from the Capitulation of Quebec until the establishment of civil government on August 10, 1764. Report of the Public Archives for the year 1918, appendice B. Ottawa, King's printer, 1920. 559 p.

III- Le Canada, comme province britannique et les débuts du gouvernement représentatif: 1763-1791.

- Cavendish, Sir Henry. Debates of the House of Conons in the year 1774, on the Bill for making more effectual provision for the government of the Province of Quebec. First published by J. Wright- London, Ridway, Piccadilly, 1839. 303 p.
- Ordonnances faites et passées par le Gouverneur et le Conseil législatif de la province de Québec/Ordinances made and passed by the Governor and legislative council of the province"of Quebec. Québec, William Brown, 1777. 134 p.

- Ordinances made and passed by the Governor and Legislative council for the province of Quebec. Québec, William Brown, 1780. 86 p.
- Proclamations issued by the governor-in-chief from the establishment of civil government on August 10, 1764, until the partition of the province of Quebec into the province of Upper and Lower Canada, on December 26, 1791. Report of the Public Archives for the year 1918, appendice c. Ottawa, King's printer, 1920. 559 p.

IV- Haut-Canada, Bas-Canada: 1791-1840.

- A collection of the acts passed in the Parliament of Great-Britain and other public acts relative to Canada. Québec, P.E. Desbarats, 1800. P.V.
- Journaux de la Chambre d'Assemblée du Bas-Canada/Journals of the House of Assembly of Lower-Canada, 1792-1837.
- Journaux du Conseil législatif de la province du Bas-Canada/Journals of the Législative council of the province of Lower-Canada, 1792-1837.
- Journaux du Conseil Spécial de la province du Bas-Canada, 1838-1841. Québec, T. Cary et George Desbarats. 6 vol.

- Ordonnances faites et passées par l'administrateur du gouvernement et du Conseil spécial, pour les affaires de la Province du Bas-Canada.../Ordonnances made and passed by the administration of the Government and Special Council for the affairs of the province of Lower Canada... Québec, John Charlton Fisher et William Kemble, 1838-1840. 6 vol.

Le titre des trois derniers volumes de cette série est différent: Ordonnances made and passed by His Excellency the Governor General, and Special Council for the affairs of the Province of Lower Canada.../Ordonnances faites et passées par Son Excellence le Gouverneur Général et le Conseil spécial pour les affaires de la province du Bas-Canada...

- Ordonnances faites et passées par le Gouverneur et le Conseil législatif de la province de Québec actuellement en force dans la province du Bas-Canada. Québec, Guillaume Vondenwelden, 1795. 214 p.
- Ordonnances faites et passées par le Gouverneur et le Conseil législatif de la province de Québec actuellement en force dans la province du Bas-Canada/Ordonnances made and passed by the Governor and Legislative council of the province of Quebec and now in force in the province of Lower-Canada. Québec, P.E. Desbarats, 1825. 187 p.
- Règles et règlements, Chambre d'Assemblée Bas-Canada. Québec, John Neilson, 1793. 73 p.
- Les statuts provinciaux du Bas-Canada/The Provincial statutes of Lower-Canada, 1792-1836.

V- La province du Canada: 1840-1866

A. Débats:

- Debates of the legislative Assembly of United Canada, 1841-1867, edited by Elizabeth Nish. Montréal, Presses de l'École des hautes études commerciales, 1970-vol.
- Débats de l'Assemblée législative sur la Tenure seigneuriale. Québec, E.R. Fréchette, 1853. 40 p.
- ' Débats parlementaires sur la question de la Confédération des provinces de l'Amérique Britannique du Nord, 3e session, 8e parlement provincial du Canada. Imprimés par ordre de la Législature. Québec, Hunter et Lemieux, 1865. 1027 p.
- ' Mirror of Parliament of province of Canada, from March 20th to June 9th 1846. Montréal, M. Reynolds, 1846. 228 p.
- Thompson's mirror of Parliament, being a report of the debates in both Houses of the Canadian Legislature, 3rd. session, 6th Provincial Parliament of Canada. Québec, Thompson and on., 1860. Pagination multiple.

B. Journaux:

- Journaux de l'Assemblée législative de la province du Canada, 1841-1866.
- Journaux du Conseil législatif de la province du Canada, 1841-1866.
- Index général aux Journaux de la Chambre d'Assemblée de la province du Canada/General index to the Journal of the Legislative Assembly of Canada... 1841-1851, Montréal, Lowell, 1855. 575 p.
- Index général aux Journaux de la Chambre d'Assemblée de la province du Canada/General index to the Journal of the Legislative Assembly of Canada... 1852-1866. Québec, Hunter, Rose and Co., 1867. 944 p.

C. Statuts:

- Statuts provinciaux du Canada, 1841-1866.
- Les actes et ordonnances révisés du Bas-Canada, publiés par autorité.. sous la surintendance des commissaires pour la révision desdits actes et ordonnances. S. Derbshire et G. Desbarats, 1845. 728 p.

- Les statuts refondus du Canada; proclamés et publiés en vertu de l'acte 22 Vic, cap. 29 A.D. 1859. Toronto, S. Derbshire et G. Desbarats, 1859. 1438 p.
- Les statuts refondus pour le Bas-Canada, étant Les statuts publics et généraux, qui s'appliquent exclusivement a cette partie de la province, tels que révisés et refondus par les commissaires nommés pour, cet objet; projet soumis à Son Excellence le Gouverneur Général. Québec, S. Derbshire et G. Desbarats, 1860. 993 p.
- Les statuts refondus pour le Bas-Canada: proclamés et publiés en vertu de l'acte 23 Vic, cap.56 A.D. 1860. Québec, S. Derbshire et G. Desbarats, 1861. 1209 p.

VI- La Confédération: 1867-

A. Feuilleton:

- Feuilleton/Agenda paper-Affaires courantes/Routine business-Affaires du jour/Business of the day, 1879-

Avant 1942 deux séries, française et anglaise, étaient simultanément publiées. Les collections des débuts à 1941 ont porté les titres suivants:

- Affaires de routine-Ordres du jour, 20 juin 1879-1912.
- Feuilleton des affaires du jour-Affaires de routine-Affaires du jour, 12 nov. 1913-1914.
- Routine proceedings-Orders of the day, 20 juin 1879-1912.
- Routine business-Business of the day, 13 nov. 1913-1941.

B. Débats:

- Débats de l'Assemblée législative, 1ère législature, 1ère session, 1867-1868. Texte établi par Marcel Hamelin. Québec, Journal des Débats, 1974. P.V.
- Desjardins, G.-Alphonse, ed. Débats de la Législature provinciale de la province de Québec, 19 juin 1879-24 juin 1892, 15 vol.
- Débats 1ère session de la 27e législature, 15 janv.-11 juillet 1963, 56 vol. (dactylographié)
- Débats de l'Assemblée législative du Québec, 1ère session, 27e législature. Comité des relations industrielles. Séances des 18, 19, 20, 21 26 et 27 juin 1963. Québec, Roch Lefebvre, Imprimeur de la reine, 1963. 292 p.
- Débats de l'Assemblée législative du Québec. Vol. 1, no 1, 14 janv. 1964 - Québec, Roch lefebvre, Imprimeur de la reine. 1964-
- Rouleau, C.-E. Débats du Conseil législatif de la province de Québec. 27 janv. 1887-21 déc. 1895. Québec, L. J. Demers, 1887-90; L. Brousseau, 1891-95.

C. Journaux:

- Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec/Journals of the Legislative Assembly of the province of Québec. 1867/1868-1971'.

Jusqu'en 1941 la collection des journaux paraissait en deux séries:

- Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1867/68-1941.
- Journals of the Legislative Assembly of the province of Québec, 1867/68-1941.

D. Procès-verbaux :

- Procès-verbaux de l'Assemblée législative de la province/ 'Votes' and proceedings of the Legislative Assembly of the province of Québec. 17 déc. 1867 -

Cette collection a porté avant 1942 pour la partie française deux titres tandis que la partie anglaise a toujours conservé le même titre. Nous avons dans l'ordre chronologique :

- votes et délibérations de l'Assemblée législative de la province de Québec, 27 déc. 1867-1880.
- Procès-verbaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, 28 avril 1881-1941.
- Votes and proceedings of the Legislative assembly of the province of Québec, 1867-1941.

E. Statuts :

- Statuts de la province de Québec/Statutes of the province of Québec, 1942+ , *Québec*, 1942-
- Statuts de la province de Québec...1868-1941, Québec, 1868-1941.
- Statutes of the province of Québec... 1868-1941, Québec, 1868-1941.
- Les Statuts refondus de la province de Québec promulgués et publiés en vertu des actes 50 Vict., chap. 5 A.D. 1887 et 51-52 Vict., cil. 2 A.D. 1888. Québec, Charles-François Langlois, 1888. 2 vol.
- Les statuts refondus de la province de Québec, 1909, promulgués et publiés en vertu des lois 8 Ed. VU, chap. 7 et 9 Ed. VII, ch. 7. Québec, imprimés par Charles Pageau, 1909. 2 vol.
- Les statuts refondus de la province de Québec, 1925, promulgués et publiés en vertu de la loi 15 George V, chapitre 8. Québec, Is.-A. Proulx, 1925. 5 vol.
- Statuts refondus de la province de Québec, 1941, promulgués et publiés en vertu de la loi 5 George VI, chapitre 15/Revised statutes of the province of Québec 1941 promulgated and published in virtue of the act 5 George VI, chapter 15. Québec, Redempti Paradisi. 1941. 5 vol.

- Statuts refondus de la province de Québec/Revised statutes of the province of Québec, 1964. Québec, Roch LeFebvre, imprimeur de la reine, 1964. 5 vol.

F. Autres:

- Desjardins, Louis-Georges. Décisions des orateurs de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1867-1901/Decisions of the legislative Assembly... Québec, 1902. 1255 p.
- Economie interne de l'Assemblée législative ; rapports de la commission. JALQ 14 (1880), app. no 2 et JALQ 15 (1881), app. no 3.
- Gazette officielle du Québec, publié par autorité/Québec Official Gazette, published by authority, V. 1 1869-

A partir de 1973, la Gazette officielle du Québec se divise en deux parties:

- Partie I: Avis juridiques/Judicial notices
- Partie H: Lois et règlements/Laws and regulations.
- Geoffrion, Louis-Philippe. Règlement annoté de l'Assemblée législative contenant les textes français et anglais du règlement adoptés le 8 mai 1941, le texte de la Constitution de 1867 et du Statut de Westminster ainsi que des annotations et des formules, une table alphabétique du Règlement, une traduction de la Constitution de 1867 et du statut de

Westminster. Publié sous la direction de l'honorable M. Bernard Bissonnette. Québec, 1541, XVI, 272, 30 p.; XII, 200, 20 p.

- Manuel de l'Assemblée législative de Québec/Manual of the Legislative assembly of Quebec. Charles-François Langlois, imprimeur de la reine, 1885. 722, 5, IX p.

- Règlement de l'Assemblée nationale du Québec. Québec, 1972. 63 p.

- Règlement de l'Assemblée nationale du Québec, suivi de: Règles de pratique concernant les commissions parlementaires ; et de : Règles de pratique concernant les projets de loi privés. Québec, 1974. 74 p.

- Règles de pratique des Commissions parlementaires. Québec, 1972. 3 p.

- Règles et règlements de l'Assemblée législative de la province de Québec/Rules and regulations of the Legislative Assembly of the province of Quebec. Québec, Augustin Côté, 1868. 88- 208 p.

- Règles et règlements de l'Assemblée législative de la province de Québec/Rules and regulations of the legislative Assembly of the province of Quebec. Lévis, l'Echo de Lévis, 1875. 322 p.

LIS TE SELECTIVE DE PUBLICATIONS GOUVERNEMENTALES
REÇUES RECEMMENT A LA BIBLIOTHEQUE

PRESENTATION

Les publications mentionnées dans cette bibliographie ont été reçues à la Bibliothèque de la Législature dans les (derniers mois de 1974 et depuis le début de 1975. Nous les avons groupées selon l'origine dans l'ordre suivant: Canada, Ontario, Autres provinces, Etats-Unis, Etats américains. Les publications du Québec ont été omises, celles-ci étant normalement connues de la majorité des lecteurs de ce bulletin.

I

CANADAALIMENTS - Prix

CANADA. COMMISSION DE SURVEILLANCE DU PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES. Fluctuations du prix des aliments au Canada et aux Etats-Unis; rapport faisant tout particulièrement état du programme des Etats-Unis sur le contrôle des prix et des revenus. Ottawa, 1974. 26 p.

"Dans cette étude on indique de façon très détaillée les caractéristiques générales du programme de contrôle des prix et des revenus et on fait le résumé et l'analyse des méthodes de contrôle de prix propres au domaine de l'alimentation. On analyse ensuite les diverses phases de l'expérience américaine de contrôle des prix des produits alimentaires en prenant pour chacune d'elles certains indices de prix au niveau du producteur, du grossiste et du détaillant. Ces fluctuations de prix sont ensuite comparées à celles qu'a connues le Canada afin de préciser les différences entre les deux pays. Des critiques du programme américain ont prétendu que le contrôle des prix dans le domaine de l'alimentation a eu pour effet de causer des distortions de l'approvisionnement. On traite de cette question et de quelques autres. Pour terminer on tire les conclusions qui s'imposent en ce qui a trait au programme de contrôle des prix dans le domaine de l'alimentation et des fluctuations comparées des prix canadiens et américains".

CANADA. COMMISSION DE SURVEILLANCE DU PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES. Les profits des sociétés d'alimentation et les prix des aliments. Ottawa, 1974. 34 p.

"Dans le présent rapport, on étudie le problème des profits et des prix alimentaires à partir de données à jour fournies par un grand nombre de sociétés à capital public et privé. La Section II décrit les sources d'information et les méthodes d'analyse. La Section III présente les résultats obtenus au sujet de la rentabilité. La Section IV décrit de quelle manière les investissements ont réagi face à l'augmentation des bénéfices des sociétés d'alimentation cotées en bourse. La Section V étudie le partage des bénéfices entre les dividendes et les investissements. La Section VI évalue l'effet de l'augmentation des bénéfices des sociétés d'alimenta-

tion sur le prix des aliments. La dernière Section contient un résumé et des conclusions quant au rôle des profits des sociétés dans la hausse du prix des aliments".

CARRIERES A L'ETRANGER.

CANADA COMMISSION CE LA FONCTION PUBLIQUE, Carrières à l'étranger. Ottawa, Information Canada, 1974. 20 p.

"Le Canada manifeste de multiples façons sa présence sur la scène internationale, traduisant ainsi les divers aspects du rôle d'envergure qu'il entend jouer de par le monde pour mieux servir les intérêts de la nation canadienne. Trois ministères canadiens fédéraux proposent des carrières à l'étranger: le Ministère des Affaires extérieures, celui de l'Industrie et du Commerce, et le Ministère de la Main d'Oeuvre et de l'Immigration. Ce prospectus donne un aperçu du genre de carrière à l'étranger qu'offre chacun des trois ministères concernés".

CITOYENS A FAIBLE REVENU

CONSEIL NATIONAL DU BIEN-ETRE SOCIAL. Répertoire des groupes de citoyens à faible revenu au Canada. Ottawa, 1974. 84 p.

"Le répertoire des groupes de citoyens à faible revenu au Canada est publié tous les ans par le bureau du Conseil national du bien-être social. Il a pour but d'aider ceux qui désirent entrer en contact avec les organisations de citoyens à faible revenu, en plus de permettre à ces organisations de communiquer entre elles".

CONSTITUTION - RÉVISION

CANADA. SECRETARIAT DES CONFERENCES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES. La révision constitutionnelle, 1968-1971: rapport du Secrétaire. Ottawa, Information Canada, 1974. XI, 517 p.

"La publication de ce rapport a pour objet de donner une description chronologique des événements et un compte-rendu du travail accompli au cours des quatre années de discussions intensives qui se sont poursuivies entre les gouvernements fédéral et provinciaux au sujet de la constitution du Canada. Le présent document décrit donc l'évolution de la révision constitutionnelle, traite de sa structure et de ses méthodes et aborde également des points de fond. Il fait état des progrès accomplis et des difficultés rencontrées dans les divers domaines. Le rapport se présente en 3 parties: la première partie présente l'historique de la révision constitutionnelle et expose l'évolution chronologique de chaque conférence. La deuxième analyse les discussions et les travaux des divers comités. La troisième traite des questions de procédure et d'administration."

CONSTRUCTION — Voir — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

DEBATS PARLEMENTAIRES

CANADA CHAMBRE DES COMMUNES. Débats de la Chambre des Communes: deuxième session, première Législature, 32-33 Victoria, période comprise, entre le quinzième jour d'avril 1869 et le vingt-deuxième jour de juin 1869. Ottawa, Information Canada, 1975. xxii, 1,050 p.

"Ce volume bilingue des débats parlementaires de la deuxième session du premier Parlement, tenue en 1869, marque la continuation d'un projet du Centenaire par le Parlement, la parution d'un compte-rendu de ses débats pour les années 1867 à 1874. La session parlementaire de 1869 a été brève, n'ayant duré que deux mois au printemps. A cause de la brièveté de cette session, il a semblé préférable d'adopter, une présentation bilingue et c'est ce qui fut fait. Forcément toutefois, étant donné que peu de discours étaient prononcés en français et qu'il y avait peu de comptes rendus parlementaires dans les journaux de langue française, la version française est une traduction de rapports en anglais".

ECONOMIE NATIONALE

CONSEIL ECONOMIQUE DU CANADA. Compte-rendu de la Conférence économique nationale; Montréal, 12-14 décembre 1973. Ottawa, Information Canada, 1974. 2 v1.

"La Conférence économique nationale est une nouvelle institution dont le principal objectif est de faciliter les décisions à l'égard des principales questions qui se posent au Canada. Le présent compte-rendu décrit les travaux préparatoires et résume les délibérations de la première conférence annuelle de ce genre tenue à Montréal du 12 au 14 décembre 1973 sous les auspices du Conseil économique du Canada. Elle a porté en général sur les questions économiques et en particulier sur les objectifs économiques établis par le Conseil économique pour l'ensemble de l'économie canadienne et ses divers secteurs industriels".

EDUCATION - Organisation

CANADA SECRETARIAT D'ETAT. Direction générale de l'aide à l'éducation. L'organisation et l'administration de l'éducation au Canada. Ottawa, Information Canada, 1974. xii, 244 p.

"Le présent volume, fournit non seulement des données à jour, irais tente également de faire l'exposé complet des programmes et des structures. Le texte contient une description de l'organisation et du fonctionnement des écoles ainsi que de l'enseignement postsecondaire, des chapitres sur les organisations nationales et les tendances générales du domaine au Canada. Une courte bibliographie suit chaque chapitre traitant des systèmes provinciaux. Elle inclut les publications pertinentes, les rapports de commissions, de même que des rapports ou bulletins publiés annuellement ou à l'occasion par les ministères de l'Education ou d'autres organismes gouvernementaux".

EMPLOI - Nouveaux diplômés

CANADA. MINISTERE DE LA MAIN D'OEUVRE ET DE L'IMMIGRATION. Direction du perfectionnement et de l'analyse des professions

et de la formation. Annuaire des employeurs des nouveaux diplômés de collèges, 1973-1974. Ottawa, Information Canada, 1973. vii, 140 p.

"Le présent annuaire se propose principalement de fournir aux diplômés des collèges et aux agents de placement des renseignements sur les possibilités d'emploi au Canada. L'annuaire traite de profils d'employeurs, de descriptions de leurs affaires ou de leurs activités et des diplômés qu'ils recherchent selon le niveau d'étude. L'annuaire contient trois sections principales: une section narrative, une série d'index (recoupement) servant de guide à la liste des employeurs et une liste des employeurs canadiens".

EMPLOI COMMUNAUTAIRE

CONSEIL NATIONAL DU BIEN-ETRE SOCIAL. Au delà des services et du travail: l'épanouissement humain. Ottawa, 1974. 40 p.

"Le présent rapport porte sur les besoins de l'homme et sur la création d'occasions d'épanouissement social permettant aux êtres de se développer et de croître..."

Le programme d'emploi communautaire pourrait véritablement répondre et ouvrir la porte à l'épanouissement humain. Dans ce rapport, nous verrons comment le programme d'emploi communautaire, en plus de ses rôles de création d'emplois et de service communautaire, pourrait remplir une fonction de développement communautaire assurant de nouvelles occasions de croissance personnelle, et ceci tant pour les personnes engagées dans ces projets que pour les bénéficiaires de leurs services".

ENERGIE - Voir POLITIQUE ENERGETIQUE.

FEMME - Travail

CANADA. MINISTRE DU TRAVAIL. Bureau de la main-d'œuvre féminine. La législation touchant la femme en emploi. Ottawa, 1973. 27 p.

"La présente publication est la deuxième édition de la brochure publiée par le Bureau de la main-d'oeuvre féminine au sujet des actes internationaux et des lois canadiennes concernant les femmes en emploi; elle souligne les modifications apportées à cette législation au 31 décembre 1973. Le titre de chaque loi est suivi de brèves notes explicatives. Ces notes, toutefois, ne constituent nullement le libellé exact de la loi; elles n'ont d'autre but que de décrire brièvement la teneur de la loi".

FEMME DANS LA FONCTION PUBLIQUE

CANADA COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE. Office de la promotion de la femme. Le travail de la femme dans la Fonction publique du Canada. Notre mandat: le changement. (2e éd.) Ottawa, 1974. v. 16 p.

"La présente brochure relate brièvement les événements qui ont suscité le changement d'attitude du Gouvernement fédéral vis-à-vis de la femme au travail, ainsi que les mesures spéciales adoptées dans le but d'assurer l'égalité de chances aux quelques 68,000 femmes employées par la Fonction publique".

FINANCES - TERMINOLOGIE

CANADA SECRETARIAT DETAT. Bureau des traductions. Division de la recherche terminologique et linguistique. Termes fiscaux, financiers et administratifs. (anglais-français). Edition provisoire. Ottawa, Information Canada, 1974. viii, 224 p. (Bulletin de terminologie, no 154).

"Le présent bulletin de terminologie a été établi par la Section de traduction détachée auprès du Ministère du Revenu national (Impôt), sous la direction de M. Paul-André Légaré. Il renferme la plupart des termes en usage au Ministère dans les domaines suivants: fiscalité, finances (économique, commerce, bourse, etc.), administration (personnel, gestion, griefs, syndicalisme, etc.) et informatique".

INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

CONSEIL ECONOMIQUE DU CANADA. Pour une croissance plus stable de la construction; rapport sur l'instabilité cyclique de la construction. Ottawa, Information Canada, 1974. xvi, 262 p.

"Le 10 janvier 1972, le Premier ministre demandait au Conseil économique du Canada d'entreprendre une étude détaillée de l'industrie de la construction. Le Conseil devait examiner particulièrement les questions relatives aux causes et aux effets de l'instabilité cyclique dans ce secteur et l'étude devait porter sur trois aspects principaux:

- Le rôle de l'industrie de la construction dans l'économie et les répercussions sur l'économie des transformations que subit ce secteur;
- Les effets de l'évolution économique générale, en particulier des phénomènes cycliques, sur l'industrie de la construction et sur son aptitude à satisfaire les besoins des villes;
- Les répercussions des politiques des pouvoirs publics sur la stabilité de l'industrie de la construction".

LIBERATION CONDITIONNELLE

CANADA SEMAT. Comité permanent des Affaires juridiques et constitutionnelles. La libération conditionnelle au Canada. Ottawa, Information Canada, 1974. 154 p.

Dans ce rapport, le Comité sénatorial propose que "la libération conditionnelle soit une mesure légale, adoptée dans l'intérêt de la société et du délinquant et permettant l'élargissement systématique des détenus selon une procédure clairement établie". En fonction de cet objectif, le Comité formule 78 recommandations visant:

- 3 apporter des modifications profondes aux dispositions du Code criminel concernant les sentences;
- à apporter des modifications dans le domaine de la réduction de peine et dans les directives visant les absences temporaires;
- à prévoir des dispositions législatives garantissant que tous les responsables des libérations conditionnelles agissent de façon cohérente".

LOIS, STATUTS, ETC. - Définitions

CANADA SECRETARIAT D' ETAT. Bureau des traductions. Centre de terminologie. Recueil des définitions des lois fédérales (anglais et français). Ottawa, Information Canada, 1974. v, 880 p. (Bulletin de terminologie, no 153).

"Le présent bulletin donne, par ordre alphabétique, tous les termes définis dans les Statuts révisés du Canada de 1970 (R.S. 1970) et les Statuts du Canada de 1970-1971-1972 (S.C. 1970-1971-1972), suivis de leur définition. Il va de soi que la définition juridique d'un terme n'est pas nécessairement assimilable à celle d'un dictionnaire de langue. On ne s'étonnera donc pas de trouver des définitions qui ne visent qu'à préciser le sens d'un terme dans le contexte d'une loi déterminée".

NORDCANADIEN - Politiquescientifique

CANADA COMITE CONSULTATIF SUR LE DEVELOPPEMENT DU NORD. Sous-comité des sciences et des techniques. La science et le Nord; séminaire sur les principes directeurs des activités scientifiques dans le Nord canadien 1972. Ottawa, Information Canada, 1973. 314 p.

"Le texte ci-après renferme une documentation de base, des rapports et autres informations connexes provenant du séminaire... Ce séminaire a été organisé afin de faciliter la mise au point des principes directeurs et des priorités concernant les activités scientifiques destinées à appuyer les objectifs et les priorités pour le Nord canadien, tels qu'établis par le Gouvernement. Le terme "activités scientifiques" est pris ici dans son sens le plus large et comprend la ou les recherches, les enquêtes et le rassemblement des données, le tout étant considéré comme faisant partie du processus d'acquisition de connaissances et de renseignements qui permettent de planifier l'exploitation et la gestion des ressources ainsi que l'administration du Nord canadien".

ORGANISATIONS COMMUNAUTAIRES - Aide fédérale

CANADA. SECRETARIAT D'ETAT. Direction de La citoyenneté et du civisme. Répertoire des sources fédérales de financement des organisations de citoyens. Ottawa, 1974. 97 p.

"La présente brochure a été préparée dans le but de faciliter les rapports entre les organisations canadiennes et les ministères fédéraux qui poursuivent des objectifs semblables aux leurs et qui sont en mesure, a l'intérieur de programmes spécifiques, de leur venir en aide financièrement ou d'une autre façon. Ce répertoire est destiné uniquement aux groupes".

PAIEMENT AUTOMATISE - Aspect légal,

CANADA COMMISSION DE REFORME DU DROIT. Le système canadien de paiement et l'ordinateur: quelques questions pour la réforme du droit, étude rédigée par Howard R. Eddy. Ottawa, Information Canada, 1974. 98 p.

"Ce document a été préparé par la section de recherche sur le droit administratif de la Commission de réforme du droit du Canada. Il s'agit d'une étude préliminaire en profondeur des effets de l'introduction de l'ordinateur sur le système de paiement. Dans cette étude, les auteurs mettent l'accent sur les grandes options légales entre lesquelles il convient de choisir pour doter le Canada d'un système de paiement compatible avec ses besoins futurs, plutôt que d'avancer des recommandations très spécifiques".

POLITIQUE ENERGETIQUE

CANADA. CONSEIL DES SCIENCES. Les options énergétiques du Canada. Ottawa, Information Canada, 1973. 151 p. (Rapport, no 23)

"Le présent rapport trace les grandes lignes de la pensée du Conseil sur la structure d'un programme de R. & D. à long terme visant à assurer l'approvisionnement énergétique du Canada à l'avenir. Le rapport tente de discerner les options

énergétiques accessibles à notre pays, d'étoffer les dossiers en faveur d'un effort de R. & D. qui permettrait de maintenir la validité de ces options et d'esquisser l'organisation de cet effort. Le rapport s'occupe tant des problèmes de la fourniture d'énergie que de sa consommation. Le Conseil souligne, dans tout le rapport, que l'effort de R. & D. énergétique ne doit pas se poursuivre isolément, mais qu'il faut le faire cadrer étroitement avec la politique énergétique canadienne S long terme, et que celle-ci doit être une politique nationale tenant compte tant des intérêts du gouvernement fédéral que des aspirations des gouvernements provinciaux".

POLITIQUE MARITIME

CANADA. MINISTERE DES TRANSPORTS. Les éléments d'une politique internationale canadienne en matière de navigation, préparé par H. J. Darling, Ottawa, 1974. ix, 57 p.

"La présente étude à propos d'une politique canadienne en matière de navigation internationale a été réalisée à la demande de l'Administration du transport maritime du Ministère des Transports. Il s'agissait de fournir un bref résumé du contexte et des problèmes liés à tous projets de mise sur pied d'une flotte battant pavillon canadien destinée à la navigation hautière, en mettant l'accent sur les options politiques possibles, leur importance relative, leur possibilité d'application, les priorités et la coordination nécessaires pour instituer une politique qui soit efficace et économique".

POLITIQUE MINERALE

CANADA. MINISTERE DE L'ENERGIE, DES MINES ET DES RESSOURCES. Vers une politique minérale canadienne: choix possibles, 1974 Ottawa; Information Canada, 1974. 56 p.

"Les entretiens des ministres, fédéral et provinciaux à Ottawa le 6 décembre 1974 constituaient la première réunion de la Conférence ministérielle canadienne sur la politique minérale. La création de cette Conférence avait été décidée au cours des réunions qui ont eu lieu en 1973. En avril 1973, les ministres ont autorisé la publication d'un document intitulé: "Objectifs d'une politique minérale canadienne". Ils autori-

sent maintenant la publication de ce second document afin de fournir aux Canadiens une documentation de base pour l'étude de la politique minérale. Lors de leur réunion du 6 décembre 1974, les ministres ont convenu que les conclusions des deux documents qui représentent les deux premières phases de l'élaboration d'une politique minérale nationale portant sur les minéraux autres que les combustibles fossiles, constituent une base pour aborder une troisième phase, c'est-à-dire l'établissement des principes directeurs qui reflètent l'importance qu'on veut accorder aux différents objectifs".

PREUVE (Droit)

CANADA. COMMISSION CE REFORME DU DROIT. Communication de la preuve. Ottawa: Information Canada, 1974. xiii, 241, 49 p.
Titre de la couverture: Document de recherche: communication de la preuve en droit pénal.

"Cet ouvrage est divisé en deux parties. La première, d'une part est consacré à un document de recherche préparé par la section de recherche sur le droit de la preuve. On y retrouvera une analyse des diverses lois et pratiques qui ont actuellement cours dans bon nombre de juridictions. Les propositions de réforme de la section de recherche y sont aussi consignées. La seconde partie renferme, pour sa part, un document de travail de la Commission ainsi que les recommandations de cette dernière visant à modifier la législation actuelle. Les propositions ainsi formulées reflètent l'opinion de la Commission".

PRISE DE DECISION

CANADA. MINISTERE DETAT ALX SCIENCES ET A LA TECHNOLOGIE
La prise de décision dans les organisations à vocation technologique; étude documentaire de la méthode actuelle (par) Thomas E. Clarke. Ottawa: Information Canada, 1974. 51 p.

"Cette recherche documentaire a été entreprise dans le but de déterminer si les chercheurs en gestion des affaires se sont penchés sur le problème de la prise de décision dans les organisations à vocation technologique. Les documents examinés dans la présente étude appartiennent à trois catégories principales à savoir: 1. Les études consacrées à l'encouragement, à

la transmission et à l'évaluation des idées relatives à des activités novatrices; 2. Les articles favorisant ou expliquant la participation du groupe de commercialisation de l'entreprise au processus de la prise de décision en matière d'innovation; 3. Les documents portant sur la sélection et l'évaluation des projets".

RADIOFUSSION COMMUNAUTAIRE

CONSEIL DE LA RADIOTELEVISION CANADIENNE. Directions de la programmation et de la recherche. Radiodiffusion et communauté. Ottawa: Information Canada, 1974. vii, 130 p.

"Cette publication ne doit pas être considérée comme une expression de la politique du Conseil ni comme des directives concernant les meilleures méthodes d'expression communautaire... Il s'agit d'une collection d'articles soumis par des individus qui depuis plusieurs années, ont participé ou étudié la radiodiffusion communautaire. Les expériences décrites et les idées qui sont avancées diffèrent grandement. Elles sont également très variées dans leurs approches des détails techniques pratiques ou de questions philosophiques plus générales qui peuvent prêter à controverse".

RELATIONS INDUSTRIELLES - Cours

CANADA. MINISTERE DU TRAVAIL. Direction de l'économique et des recherches. Répertoire des cours en relations industrielles et du travail. Ottawa, 1974.

"Le répertoire est présenté en trois sections principales: les cours à l'intention des administrateurs, les cours à l'intention des travailleurs et ceux qui intéressent les uns et les autres. Chaque section se divise par provinces et à l'intérieur de chaque province, nous retrouvons les cours offerts dans les universités, les collèges et les autres institutions incluant les institutions privées et les institutions publiques".

RELATIONS INDUSTRIELLES - Recherche

CANADA MINISTÈRE DU TRAVAIL. Direction de l'économie et des recherches. La recherche sur les relations industrielles au Canada, 1973. Ottawa, (s.d.) 193 p.

"Répertoire présentant une liste des travaux de recherche sur les relations industrielles, entrepris par le Ministère, d'autres ministères du Gouvernement, des maisons d'enseignement et des particuliers. L'enquête sur laquelle le répertoire se fonde a été menée à la fin de 1973 et a porté sur les travaux de recherche terminés ou en cours pendant l'année 1973. Il y a 436 travaux énumérés séparément dans le rapport de cette année. Les rapports des travaux sont publiés dans la langue dans laquelle ils ont été présentés. Les travaux sont regroupés en de grandes catégories pour permettre de trouver et de comparer plus facilement ceux qui sont dans des domaines qui se ressemblent."

RESPONSABILITE (Droit)

CANADA COMMISSION DE REFORME DU DROIT. Études sur la responsabilité stricte. Ottawa : Information Canada, 1974. xiv, 273 p.

"Jusqu'à quel point voulons-nous que notre droit pénal soit rigoureux? Au point de punir celui qui enfreint la loi sans égard à la question de savoir s'il est conscient d'enfreindre la loi? ou seulement le délinquant qui enfreint la loi sciemment? Ce livre scrute cette question fondamentale. Il contient plusieurs études approfondies préparées par les commissaires et le personnel de recherche de la Commission de réforme du droit du Canada, de même qu'un document de travail dans lequel la Commission propose six recommandations visant une réforme de cet aspect du droit pénal".

SECURITE ROUTIERE

CANADA MINISTÈRE DES TRANSPORTS. Sécurité automobile et routière. Elaboration de mesures préventives. Pourquoi les peintures de sécurité? Ottawa: Information Canada, 1974. iii, 29 p.

"de rapport a pour but de présenter un examen des informations actuellement disponibles sur les ceintures de sécurité, un résumé des conclusions récentes les plus pertinentes se rapportant à l'efficacité des ceintures de sécurité, à leur utilisation et aux méthodes utilisables pour en généraliser le port". Une attention particulière est apportée aux lois régissant l'utilisation des ceintures de sécurité et aux questions relatives à ces lois".

TRAVAIL - LÉGISLATION

CANADA. MINISTÈRE DU TRAVAIL. Direction des recherches sur la législation. Les normes du travail au Canada. Ottawa: Information Canada, 1974. 104 p.

"Le présent rapport expose les dispositions des lois fédérales et provinciales à la fin de 1973. Les normes établies par voie d'ordonnances régissant le travail dans les Territoires du Nord-Ouest et au Yukon font l'objet d'un chapitre distinct. Les normes sont présentées sous forme de tableaux ou dans des textes, selon le cas".

VOCABULAIRE TECHNIQUE

CANADA. SECRETARIAT D'ÉTAT. Bureau des traductions. Division de la recherche terminologique et linguistique. Arrêtés de terminologie de la République française (audiovisuel, bâtiment, économie et finances, énergie nucléaire, informatique, pétrole, techniques spatiales, transports) (anglais-français). Ottawa: Information Canada, 1974. vii, 102 p. (Bulletin de terminologie, no 155).

"Le 7 janvier 1972, le gouvernement de la République française établissait des commissions de terminologie ayant pour mission "d'établir pour un secteur déterminé un inventaire des lacunes du vocabulaire français et de proposer les termes nécessaires, soit pour désigner une réalité nouvelle, soit pour remplacer des emprunts indésirables aux langues étrangères" (article 2 du décret). Le Journal officiel publiait sous forme d'arrêtés les travaux de ces commissions. La Division de la recherche terminologique et linguistique (DRIL) a rassemblé en un volume, selon l'ordre alphabétique des équivalents anglais, les quelques six cents termes étudiés par les commissions ministérielles".

aONTARIOACCIDENTS DU TRAVAIL

ONTARIO. WORKMEN'S COMPENSATION BOARD. The administration of workmen's compensation in Ontario; report of Task Force. Toronto, 1973. XXVI, 117 p.

ACUPUNCTURE

ONTARIO. COUNCIL OF HEALTH. Acupuncture: a report prepared for Council by the Task Force on Acupuncture. Toronto: Ontario Council of Health, 1974. 32 p. Bibliographie, p. 20 - 31.

AGRICULTURE

ONTARIO. MINISTRY OF AGRICULTURE AND FOOD. Annual report for the year ending March 31, 1974. Toronto: Printed by order of the Legislative Assembly of Ontario, 1974. 60 p.

AGRICULTURE -Statistiques

ONTARIO. MINISTRY OF AGRICULTURE AND FOOD. Agricultural statistics for Ontario 1973. Toronto, 1974. IX, 91 p. (Publication 20).

ALIMENTATION-Profits

ONTARIO. MINISTRY OF CONSUMER AND COMMERCIAL RELATIONS. A study of profitability for 16 Canadian food companies. Toronto, 1974. 3 vols.

Part I: 1967 to 1972.- 55 p.

Part II: 1973-1974. - 59 p.

Part I, volume 2: Appendices. non paginé.

ANGLAIS (Langue) - Enseignement.

ONTARIO. MINISTRY OF COMMUNITY AND SOCIAL SERVICES. Citizenship Bureau. Teaching English as a second language: a methodology; James Fox, editor and Nicholas Elson, assistant editor. Ontario, 1974. 234 p.

CONSTRUCTION Voir INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION.

DECHETS SOLIDES

ONTARIO. MINISTRY OF THE ENVIRONMENT. Solid Waste Task Force. Report of the Solid Waste Task Force to the Ontario Minister of the Environment. Toronto, 1974. 315 p.

EDUCATION

ONTARIO. COMMITTEE ON THE COSTS OF EDUCATION. Interim report number four. Toronto, 1974. x, 177 p.

"Part I of this Fourth Interim Report is a statement of the actions that we believe essential for effective comprehensive planning of education in Ontario.

Part II of this Report considers the demographic factors that influence school enrolments".

EDUCATION - Structures administratives

ONTARIO. MINISTRY OF EDUCATION. Task Force on Organization. Structure for education administration; the report of the Task Force. Toronto, 1973. 94 p.

ELECTRICITE - PRODUCTION

ONTARIO. ENERGY BOARD. Ontario Hydro power system expansion program and financial policies; report to the Minister of Energy, August 1974. Toronto, 1974. v, 227 p.: 9 appendices.

IMPOT SUR LA SPECULATION FONCIERE,

ONTARIO. MINISTRY OF REVENUE. Advisory Committee on the Implementation of The Land Transfer Tax Act, 1974 and the Land Speculation Tax Act, 1974. Recommendations to the Minister of Revenus for the Province of Ontario, relating to the land Transfer Tax Act, 1974 and The Land Speculation Tax Act, 1974... Toronto, 1974. 8,117 p.

IMPOT SUR LE REVENU - INDEXATION

ONTARIO. MINISTRY OF TREASURY, ECONOMICS AND INTERGOVERNMENTAL AFFAIRS- Taxation and Fiscal Policy Branch. The dynamic impact of indexing the personal income tax. Toronto, 1974. 63 p. (Ontario tax studies; 9).

ONTARIO. ROYAL COMMISSION ON CERTAIN SECTORS OF THE BUILDING INDUSTRY. Report. Toronto: Queen's Printer, 1974. 2 vols.

"The Royal Commission, to investigate and inquire into the activities, practices, and conduct in the operations, relationships, and commercial affairs of certain sectors of the construction industry, was established by Order in Council of the Ontario Government dated 28 March 1973".

Président de la Commission: le juge Harry Waisberg.

LEGISLATURE - Administration

ONTARIO. COMMISSION ON THE LEGISLATURE. Second report, December 1973. Toronto, 1973. 73 p.

Ce rapport contient les recommandations de la Commission pour la réorganisation administrative de la Législature ontarienne.

MAIN-D'ŒUVRE MÉDICALE

ONTARIO. COUNCIL OF HEALTH. Physician manpower. Toronto: Ontario Council of Health, 1974. 62 p.

MOTONEIGES

ONTARIO. LEGISLATIVE ASSEMBLY. Select Committee on Motorized Snow Vehicles and All-Terrain Vehicles. Final report. Toronto, 1974. vi, 26 p.

NATIONALISME ÉCONOMIQUE

KATES, PEAT, MARWICK AND CO. Foreign ownership and the mining industry. Prepared as part of a study on Foreign ownership: corporate behaviour and public attitudes, for the Select Committee on Economic and Cultural Nationalism of the Legislative Assembly, Province of Ontario, October 1973. Toronto Queen's Printer, 1973. 119 p.

ONTARIO. LEGISLATIVE ASSEMBLY. Select Committee on Economic and Cultural Nationalism. Capital market, foreign ownership and economic development; interim report of the Select Committee on... Toronto, 1974. V, 103 p.

PARLEMENTAIRES — Salaires et allocations

ONTARIO. COMMISSION ON THE LEGISLATURE. First report, May 1973. Toronto, 1373. 99 p., appendices.

Ce premier rapport traite du salaire et des allocations des membres de la Législature de l'Ontario.

PARTIS POLITIQUES - Financement

ONTARIO. COMMISSION ON THE LEGISLATURE. Third report, September 1974. Toronto, 1974. 76 p.

Ce rapport traite du financement des partis politiques.

PROGRAMMES A COÛT PARTAGE

ONTARIO. MINISTRY OF TREASURY, ECONOMICS, AND INTERGOVERNMENTAL AFFAIRS. Taxation and Fiscal Policy Brandi. Federal-Provincial shared-cost programs in Ontario. Toronto, 1972. 100 p. (Ontario Tax studies; 8).

SANTE PUBLIQUE - Planification

ONTARIO. HEALTH PLANNING TASK FORCE. Report. Toronto, 1974. XIV, 77 p. Bibliographie, p. 74-77.

Le but du comité était de faire des propositions pour l'établissement d'un système qui puisse satisfaire les besoins de la population ontarienne dans le domaine de la santé.

SECURITE ROUTIERE

ONTARIO. INTER-MINISTERIAL COMMITTEE ON DRINKING AND DRIVING. Drinking-driving in the Province of Ontario; a report to the Provincial Secretary for Justice. Toronto, 1974. XV, 107 p.

SERVICES EDUCATIFS

ONTARIO. LEGISLATIVE ASSEMBLY. Select Committee on the Utilization of Educational Facilities. Final report, February 1975. Toronto, 1975. 81 p. appendices.

SILICOSE

PATERSON, John F. Silicosis in hardrock miners in Ontario (a further study). Toronto: Ministry of Natural Resources, 1973. VI, 48 p. (Bulletin 173).

STATISTIQUES

ONTARIO. OFFICE OF THE REGISTRAR GENERAL. Vital Statistics for 1973. Toronto, (s.d.). 212p.

III

AUTRES PROVINCESEDUCATION - Planification

NOUVEAU BRUNSWICK. COMITE MINISTERIEL SUR LA PLANIFICATION EDUCATIVE. L'éducation de demain; rapport du Comité. Frédéric-ricton: Ministère de l'éducation, 1973. 105 p.

"Sans avoir à se limiter aux généralités énoncées ci-dessous, le comité avait pour mission:

1. d'étudier et de projeter les objectifs de l'enseignement public au Nouveau Brunswick;
2. réviser le contenu et la structure de l'enseignement dispensé par le système éducatif;
3. étudier l'efficacité du programme de l'enseignement public du point de vue pécuniaire;
4. étudier l'administration du système de l'enseignement public par rapport aux besoins éducatifs particuliers de la province;
5. Présenter un rapport sur le précédent et soumettre des recommandations sur les politiques futures".

PARLEMENTAIRES - Salaires et allocations

NOUVELLE-ECOSSE. COMMISSION OF INQUIRY: LEGISLATURE SALARIES AND ALLOWANCES. Report. Halifax, 1974. iii, 106 p.

PROPRIETE FONCIERE

NOUVELLE-ECOSSE. HOUSE OF ASSEMBLY. Select committee on non-resident ownership of land. Report. Halifax, Queen's printer, 1974. pag. mult.

Le rapport constitue une tentative de définition de certaines notions: utilisation du sol versus propriété, fonction provinciale et municipale, nature d'un non-résident, protection

des territoires réservés aux loisirs ou à l'agriculture, publication des droits de propriété, etc. Les membres du comité recommandent la création d'un Land Resources Board et définissent ses pouvoirs éventuels. ~

IV

ETATS-UNISARBITRAGE - Procédures

ETATS-UNIS. BUREAU OF LABOR STATISTICS. Grievance and arbitration procedures in state and local agreements. Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 1975. VI, 59 p. (Bulletin 1833).

BILINGUISME (Américain et espagnol)

ETATS-UNIS. COMMISSION ON CIVIL RIGHTS. Illinois Advisory Committee. Bilingual/bicultural education: a privilege or a right? Education bilingue/bicultural: un privilegio o un derecho? Washington, D.C.: U.S. Commission on Civil Rights, 1975. X, 152 p.

COMITES GOUVERNEMENTAUX - Etats-Unis

ÉTATS-UNIS. PRESIDENT. Federal advisory committees: **third** annual report of the President, covering calendar year 1974. Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 1975. 150 p.

Le rapport donne la liste des comités par ordre alphabétique et une liste où les comités sont groupés par ministère. On y trouve aussi un tableau du coût des comités par ministère.

COMMERCE INTERNATIONAL,

ETATS-UNIS. LOIS, STATUTS, ETC. Trade act of 1974. Public law 93-618, 93rd Congress, H.R. 10710, January 3, 1975. 99 p.

"An Act to promote the development of an open, nondiscriminatory, and fair world economic system, to stimulate fair and free competition between the United States and foreign nations, to foster the economic growth of, and full employment in, the United States, and for other purposes".

DELINQUENCE JUVENILE - Législation

ETATS-UNIS. LAW ENFORCEMENT ASSISTANCE ADMINISTRATION. Indexed legislative history of the "Juvenile justice and delinquency prevention act of 1974". Washington, D.C. U.S. Department of Justice, Law Enforcement Assistance Administration, Office of General Counsel, 1974. XXIII, 388, 439-440 p.

DEVELOPPEMENT URBAIN

ETATS-UNIS. DEPARTMENT OF HOUSING AND URBAN DEVELOPMENT. The future of local urban redevelopment; a guide for community policy makers. Washington, D.C. U.S. Government Printing Office, 1975. 50 p.

EAU - Législation

ETATS-UNIS. DEPARTMENT OF AGRICULTURE. Economic Research Service. Water rights laws in the nineteen Western states, by Wells A. Hutchins; completed by Harold H. Ellis and J. Peter Debraal. Washington, D.C: U.S. Government Printing Office, 1971. 3 vols. (Miscellaneous publication; No. 1206)

Volume 1, paru en 1971. Volume 2, paru en 1974. Volume 3, à paraître. Les 19 états sont: Alaska, Arizona, California, Colorado, Hawaii, Idaho, Kansas, Montana, Nebraska, Nevada, New Mexico, North Dakota, Oklahoma, Oregon, South Dakota, Texas, Utah, Washington, Wyoming.

ELECTRICITE - Coûts de production

ETATS-UNIS. ATOMIC ENERGY COMMISSION. Division of Reactor Research and Development. Comparative risk-cost-benefit study of alternative sources of electrical energy; a compilation of normalized cost and impact data for current types of power plants and their supporting fuel cycles. Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 1974. Pagination multiple.

ENERGIE - Conservation

ETATS-UNIS. FEDERAL ENERGY ADMINISTRATION. Office of Conservation and Environment. Energy conservation study: report to Congress, December 1974. Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 1975. VIII, 182 p.

Contenu: Chapter 1. The energy conservation and international trade implications of restricting U.S. exports of energy and energy products. Chapter 2. Brief analysis of incentives for increasing industrial and recycling resource recovery to reduce energy demand. Chapter 3. Means for incentives or disincentives to increase efficiency of industrial use of energy.

ETATS-UNIS. FEDERAL ENERGY ADMINISTRATION. Office of Conservation and Environment. The data base. The potential for energy conservation in nine selected industries. Volume II: Petroleum refining. First edition prepared by Gordian Associates Inc., New York. Washington, D.C.: Federal Energy Administration, Office of Energy Conservation and Environment, Office of Industrial Programs, 1974. 382 p.

ENERGIE - Politique voir POLITIQUE ENERGETIQUEENERGIE - Statistiques

ETATS-UNIS. DEPARTMENT OF THE INTERIOR. Energy perspectives;

a presentation of major energy and energy-related data. Washington, D.C.: Government Printing Office, 1975. 207 p.

HUILES USEES - Législation

ETATS-UNIS. ENVIRONMENTAL PROTECTION AGENCY. Office of Research and Development. Used oil law in the United States and Europe, by William A. Irwin and Richard A. Liroff. Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 1974. XIII, 289 p.

IMMIGRATION- Etats-Unis

ETATS-UNIS. IMMIGRATION AND NATURALIZATION SERVICES. 1974 Annual report. Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 1975. VIII, 132 p.

LIBERATION CONDITIONNELLE

NATIONAL INSTITUTE OF LAW ENFORCEMENT AND CRIMINAL JUSTICE. (Washington, D.C.) . The utilization of experience in parole decision-making; summary report, by Don M. Gottfredson and others. Washington, D.C: U.S. Government Printing Office, 1975. X, 22 p.

LITIGES

NATIONAL INSTITUTS OF LAW ENFORCEMENT AND CRIMINAL JUSTICE. (Washington, D.C.) . Citizen dispute settlement: the Night Prosecutor Program of Columbus, Ohio; a replication manual. Washington, D.C: U.S. Government Printing Office, 1974. VI, 86 p.

"The Columbus Citizen Dispute Settlement Program offers a constructive answer to a troubling problem: how to provide better service to the public without further burdening an already overloaded system".

POLITIQUE ENERGETIQUE

ETATS-UNIS. COMMERCE TECHNICAL ADVISORY BOARD. CTAB recommendations for a national energy program. Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 1975. V, 70 p.

POLLUTION - Contrôle

ETATS-UNIS. ENVIRONMENTAL PROTECTION AGENCY. Office of Research and Development. Economic disincentives for pollution control: legal, political and administrative dimensions, by William A. Irwin and Richard A. Liroff. Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 1974. XIV, 257 p.

PROCÈS

ETATS-UNIS. LOIS, STATUTS, ETC. Speedy trial act of 1974. Public law 93-619, 93rd Congress, S. 754, January 3, 1975. 14 p.

"An Act to assist in reducing crime and the danger of recidivism by requiring speedy trials and by strengthening the supervision over persons released pending trial, and for other purposes".

PROTECTION DU CONSOMMATEUR

ETATS-UNIS. LOIS, STATUTS, ETC. Magnuson-Moss warranty - Federal Trade Commission improvement act. Public law 93-637, 93rd Congress, S. 356, January 4, 1975. 20 p.

"An Act to provide minimum disclosure standards for written consumer product warranties; to define minimum Federal content standards for such warranties; to amend the Federal Trade Commission Act in order to improve its consumer protection activities; and for other purposes".

RELATIONS DU TRAVAIL - Secteur public

ETATS-UNIS. LABOR-MANAGEMENT SERVICES ADMINISTRATION. Summary of state policy regulations for public sector labor relations; statutes, Attorney General opinions, and selected court decisions. Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 1975. IV, 114 p.

RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

ETATS-UNIS. ADVISORY COMMISSION ON INTERGOVERNMENTAL RELATIONS. State actions 1974: building on innovation. Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 1975. VII, 54 p.

"This information report provides a selective summary of State constitutional legislative, and executive actions during 1974 with emphasis on those with strong intergovernmental implications"...

SANIE PUBLIQUE - Planification

ETAT-UNIS. LOIS, STATUTS, ETC. National health planning and resources development act of 1974. Public law 93-641, 93rd Congress, S. 2994, January 4, 1975. 52 p.

"An Act to amend the Public Health Service Act to assure the development of a national health policy and of effective State and area health planning and resources development programs, and for other purposes".

SYSTEME PENITENTIAIRE - Kansas

ETATS-UNIS. COMMISSION ON CIVIL RIGHTS. Kansas Advisory Committee. Inmate rights and the Kansas state prison system; a report prepared by the Kansas Advisory Committee to the U.S. Commission on Civil Rights, December 1974. Washington, D.C., 1974, IX, 128 p.

TARIFS - Etats-Unis

ETATS-UNIS. TARIFF COMMISSION. 1974 Annual report. Washington, D.C.: Government Printing Office, 1975. 26 p.

VIE PRIVEE - Protection

ETATS-UNIS. LOIS, STATUIS, ETC. Privacy act of 1974. Public law 93-579, 93rd Congress, S. 3418, December 31, 1974. 15 p.

"An Act to amend title 5, United States Code, by adding a section 552a to safeguard individual privacy from the misuse of Federal records, to provide that individuals be granted access to records concerning them which are maintained by Federal agencies, to establish Privacy Protection Study Commission, and for other purposes".

VOIE - Législation

ETATS-UNIS. COMMISSION ON CIVIL RIGHTS. The voting rights act: ten years after; a report of the United States Commission on Civil Rights, January 1975. Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 1975. XV, 483 p.

V

ETATS AMERICAINSOMBUDSMAN

ALASKA. LOIS, STATUTS, ETC. The Ombudsman Act. Alaska, Regular Session, Laws 1975, Chapter 32 (Senate Bill no 1). 8 p.

"An Act creating the Office of the Ombudsman; amending Rule 43 (h) of the Rules of Civil Procedure; and providing for an effective date".

PARTIS POLITIQUES

MASSACHUSETTS. LEGISLATIVE RESEARCH COUNCIL. Report relative to political party structure and public campaign funding. Boston: Senate, 1974. 90 p.

EN CE qui a trait à l'organisation des partis politiques, les membres du bureau recommandent l'adoption des circonscriptions électorales co-
tières des villes ou des quartiers. Le rapport ne contient pas de recommandations précises concernant le financement des campagnes électorales. Cependant, il contient un bon résumé de la situation actuelle tant au niveau fédéral que dans les Etats.

LISTE SELECTIVE D'OUVRAGES
RECEMMENT CATALOGUES

AVOCATS - Conduite professionnelle

LAW SOCIETY OF UPPER CANADA. Professional conduct handbook. Revised to January 1, 1973. Toronto, 1973. 77 p.

BOISSONS ALCOOLIQUES

ASSOCIATION DES BRASSERIES DU CANADA. La bière, le vin et les spiritueux: leurs caractéristiques et politiques gouvernementales au Canada; rapport du Comité d'études sur les boissons alcooliques. Ottawa, 1973. 187 p.

"Le rapport résume les résultats des travaux, les conclusions et les recommandations du Comité d'études. Dans la présentation, les auteurs se sont attachés à passer en revue l'usage des boissons alcooliques dans le contexte des particularités de chaque boisson, de leur usage au Canada, des effets physiologiques qu'elles entraînent chez l'homme, de l'étude épidémiologique des problèmes reliés à l'alcool, de l'encouragement de l'usage raisonnable des boissons, des comparaisons de la taxation et de la régie sur le plan international et finalement de l'analyse, du point de vue économique, des objectifs poursuivis par la politique du Gouvernement dans ce domaine".

CAMPAGNES ELECTORALES - Financement

WINTER, Ralph K. in association with John R. BOLTON. Campaign financing and political freedom. Washington, D.C.: American Enterprise Institute for Public Policy Research, 1973. 27 p.

... "Considers the relationship of private campaign contributions to the democratic process. The work concludes that private financing is an aspect of personal freedom which contributes to both the stability and responsiveness of our political System".

CONGRES AMERICAIN

JARASS, Hans D. *Executive information Systems and Congress*. Berlin: Schweitzer Verlag, 1974. X, 121 p.

La révolution informatique a un impact important sur les relations entre le Congrès américain d'une part et l'administration d'autre part. L'étude se divise en trois parties: 1) aperçu du développement de l'administration fédérale; 2) importance de l'information pour le contrôle du Congrès et 3) conséquences pour le Congrès de l'apparition des systèmes informatisés d'information.

CONSUMMATION DE MASSE

FEDERATION DES ACEF DU QUEBEC. De l'illusion de l'abondance à la réalité de l'endettement. (s.l.) 1974. 658 p.

"Dans la première partie de ce rapport, nous allons voir comment le Québec s'est progressivement transformé en une société de consommation de masse et quelles ont été les principales conséquences de cette évolution.

Après avoir brièvement défini les principales dimensions du phénomène de l'abondance, nous allons voir *comment* l'économie québécoise, sous l'influence dominante du contexte nord-américain, a évolué pour finalement atteindre ce stade de la consommation de masse.

Dans la deuxième partie de ce rapport, nous analyserons, de façon plus détaillée, les dimensions spécifiques du phénomène du crédit à la consommation et de son impact sur la vie économique des ménages".

DEVELOPPEMENT REGIONAL

PORTAS, André D. Le développement régional au Canada, mythes et réalités. 1973. 116 p.

Le gouvernement fédéral et les provinces se sont beaucoup intéressés au développement régional. L'existence d'un Ministère de l'expansion économique régionale, à Ottawa, témoigne de l'importance que l'on accorde à cette question. Cet ouvrage veut faire le point sur les politiques mises de l'avant, les résultats obtenus, et les modifications à apporter pour répondre aux besoins de la population.

DROIT MUNICIPAL

TREMBLAY, André et Réginald SAVOIE. Précis de droit municipal. Montréal, Wilson et Lafleur, 1973. 382 p.

"On revus détaillée et exhaustive de la législation et de la jurisprudence constitue une entreprise gigantesque à laquelle nous ne renonçons pas, mais là n'est pas notre objectif pour le moment; nous voulons plutôt procéder à une synthèse de ce qu'il est convenu d'appeler "le droit municipal" et rendre cette matière accessible aux fins d'une analyse plus minutieuse. C'est ainsi que nous décrirons nos institutions municipales, définirons leur organisation, verrons leurs pouvoirs et préciserons comment elles sont contrôlées. Nous insisterons sur certains thèmes, comme les conflits d'intérêt, les contestations d'élections et de règlements, l'évaluation foncière, la responsabilité municipale où les aspects contentieux sont évidemment fort nombreux".

DROITS DE L'HOMME

NATIONS UNIES. Human rights, a compilation of international instruments of the United Nations. New York, 1973. 106 p.

Ce répertoire contient une série de conventions internationales sur les droits de l'homme. Nous retrouvons notamment la Déclaration universelle des droits de l'homme, la convention relative au statut des réfugiés, la convention sur la nationalité des femmes mariées, la déclaration des droits des enfants, la convention contre la discrimination en éducation et plusieurs autres.

ENFANTS - Conscience politique

HERCHERON, Annick. L'univers politique des enfants. Paris: A. Colin, 1974. 253 p.

A partir d'une enquête menée en 1969 et 1970 auprès de deux groupes d'élèves de la région parisienne, l'auteur tente de mesurer quelques-unes des dimensions fondamentales de leur univers politique, au niveau de la structuration du vocabulaire et de la formation d'attitudes.

L'étude montre la cohérence de cet univers et l'extrême précocité de son organisation. Elle rend compte de l'influence des facteurs tels que l'âge, le sexe, l'environnement social et souligne le rôle joué par la proximité avec une famille idéologique dans le développement politique de l'enfant.

FEMME QUEBÉCOISE - Bibliographie

HOULE, Ghislaine. La Femme au Québec. Montréal: Bibliothèque nationale du Québec, 1975. 228 p. (Bibliographies québécoises; no 1).

Cette bibliographie sélective présente des livres, brochures, publications officielles, articles de revues et de journaux, regroupés sous sept thèmes principaux: 1- droit politique et condition juridique; 2- le travail; 3- la sexualité; 4- la promotion; 5- généralités; 6- la littérature; 7- biographies.

On trouve à la fin du volume deux listes: les revues et les associations féminines.

GATT

GOLT, Sidney. The GATT negotiations, 1973-75: a guide to the issues. Washington, D.C.: British-North American Committee, 1974. XII, 82 p.

GROUPES DE PRESSION

PYM, Bridget. Pressure groups and the permissive society. Newton Abbot (Angl.) ; David and Charles, 1974. 183 p.

Les groupes de pression constituent un des rouages importants de nos sociétés libérales. Mais les politicologues ont toujours cherché à savoir jusqu'à quel point ils pouvaient influencer, par exemple, le processus législatif.

"Who makes Britain's laws, Parliament or people? In this book we shall see how pressure groups struggle to change or defend the law, scrutinise the reasons for their successes or failures and make some predictions for the future. Our starting point is the crap of controversial laws that caused journalists of the late 1960s to write of Britain as the permissive society".

Loisirs

CONSEIL DES LOISIRS DE L'EST DU QUEBEC. Les organismes municipaux de loisirs: leur caractère, leur fonctionnement, leurs besoins; recherche réalisée par Louise Roy-Harvey. Rimouski: C.L.E.Q., 1974. 109, 15 p.

Résultat d'une enquête menée auprès de cinquante-huit responsables d'organismes de loisirs municipaux, ce texte fournit l'image du caractère, du fonctionnement et des besoins de tous les organismes municipaux de l'Est du Québec.

NEOCANADIENS - Montréal

CAPPON, Paul. Conflit entre les néo-canadiens et les francophones de Montréal. Québec: Les Presses de l'Université Laval, 1974. 288 p.

"L'objet de cette étude, note l'auteur, est d'explorer et d'éclaircir les rapports et les conflits actuels qui opposent francophones et Néo-Québécois dans le contexte qué-

bécois et plus particulièrement dans la région montréalaise. Pour situer le conflit et pour fédérer les rapports, nous tenterons de construire un schéma d'analyse des attitudes collectives et du comportement des uns à l'égard des autres... Notre étude de la logique du développement des attitudes agressives et hostiles chez les francophones et les Néo-Québécois, montrera que les conflits entre ces groupes n'existent pas indépendamment de leur situation comparable de dominés et de l'opposition anglophone-francophone".

PARLEMENTAIRES

The House of Commons: Services and facilities. Edited by Michael Rush & Malcom Shaw. London: Georges Allen & Unwin, 1974. 302 p.

Cet ouvrage présente l'ensemble des services de la Chambre des Communes de Londres de même que les moyens matériels (salaires, frais de déplacement, pension, assistance technique, etc) mis à la disposition des parlementaires pour exercer convenablement leur mandat.

UNION INTERPARLEMENTAIRE Le parlementaire : les exigences de son information dans le monde moderne/The member of parliament: his requirements for information in the modern world; IIIe symposium international, Genève, 18-20 janvier 1973. Genève: Union interparlementaire, Centre international de documentation parlementaire, 1973. 2 vol. ("Rapports et documents", 4)

Les actes du colloque de Genève s'ouvrent sur un débat général: le parlementaire est-il suffisamment informé pour exercer pleinement son mandat? Plus de cinquante pages sont consacrées à ce débat. Par la suite, les discussions portent sur les moyens d'information dont dispose le député: 1) Services, experts et facilités diverses; 2) Enquêtes, questions et interpellations; 3) Organes d'inspection et de contrôle (ombudsman, cour des comptes, etc.).

POLITIQUE

JOBERT, Michel. Mémoires d'avenir. Paris, Grasset, 1974. 310 p.

C'est le 3 avril 1973, au lendemain des élections législatives de mars, que Michel Jobert fut nommé ministre des affaires étrangères dans le 2e cabinet Messmer. Il occupa cette fonction jusqu'à la mort de Georges Pompidou. Mais ce n'est pas uniquement parce qu'il a été ministre que ce livre est intéressant, car Michel Jobert a occupé de hautes fonctions pendant nombre d'années.

PROCEDURES PARLEMENTAIRES

COMMONWEALTH PARLIAMENTARY ASSOCIATION. Canadian Regional Conference. 15th Annual Canadian Regional Conference, hold in the Chamber of the legislative Assembly of Ontario at Toronto fom August 11th to 17th, 1974. (s.l.: s.n.) 1974. X, 86 p.

Outre les questions générales concernant l'Association, ce compte-rendu contient les discussions d'un séminaire intitulé: Canadian Regional Seminar on Parliamentary Procedure and Practice.

PROCESSUS LEGISLATIF

GRIFFITH, J.A.G. Parliamentary scrutiny of Government Bills. London: G. Allen & Unwin, 1974. 285 p

Ce livre décrit le processus législatif dans le Parlement britannique et examine l'impact de ce processus sur les bills publics présentés lors de trois sessions récentes: 1967-68, 1968-69 et 1970-71.

SALAIRES

LAPERRIERE, René. Les systèmes juridiques de détermination des salaires. Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal, 1974. 425 p.

Cette étude porte principalement sur le système juridique québécois de détermination des salaires, examiné dans son contexte canadien et se propose de chercher des points de rapprochement et des éléments de solution dans les systèmes économiques et juridiques comparables, notamment ceux des pays industrialisés comme les Etats-Unis d'Amérique, la Grande Bretagne, la France, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la République fédérale d'Allemagne, la Suède et les pays Scandinaves. L'analyse des systèmes de ces pays a été faite pendant les années 1969-1970 et tient compte dans la mesure du possible de l'évolution survenue au cours des années 1971 et 1972.

SYNDICATS - Ressources financières

INTERNATIONAL LABOUR OFFICE. The public authorities and the rights of protection of trade union funds and property. Geneva: International Labour Office, 1974. 129 p.

Pour défendre leurs membres, les syndicats doivent disposer de ressources financières. Quant aux gouvernements, il est nécessaire qu'ils assurent la protection de ces agents, tout en évitant d'interférer dans les affaires internes des syndicats.

"After recalling existing international standards, the study analyses legislation concerning the acquisition of legal personality, the sources and uses of trade union funds, the internal administration of organisations, supervision of their financial administration by governments, sanctions, and the disposal of trade union assets on dissolution, amalgamation or splitting up organisations".

TRANSPORTS - Planification

FRYBROUG, Michel. Les systèmes de transport, planification et décentralisation. Paris: Eyrolles, 1974. 222 p.

Cet ouvrage met en évidence le rôle de l'innovation dans les transports (innovation technologique, méthodes modernes d'exploitation) et analyse les effets externes des transports, c'est-à-dire les conséquences des solutions adoptées, qui ne sont pas naturellement intégrées à l'économie de marché.